La pagaille organisée

Tout le monde le sait : les paysans sont sur les routes avec leurs tracteurs ! Et s'ajoutent le mouvement des taxis hier, les cheminots et les profs aujourd'hui, et pendant les derniers *week-ends* les techniciens des relais de la télévision … Et d'autres, sans doute, dont on ne parle pas. Les transports sont désorganisés, l'électricité dont le coût de production est à la baisse augmente ses tarifs par les surtaxes imposées par le « *quoiqu'il en coûte* » proclamé par le chef de l'État lors du *coronavirus*, la proche quoique future crise démographique ferme les classes et augmente les effectifs de celles qui restent, on va à Bruxelles pour signer des accords dont on dit en France qu'on n'y souscrit pas : tout va à vau l'eau ! Mais **tout est prévu d'avance**. Les mauvais ministres sont à leur place, les secrétaires d'état inconnus y seront sous peu, l'administration, gangrenée par les promotions au « mérite » qui n'a plus rien de républicain mais qui signifie « profil » défini par le supérieur hiérarchique, est peuplée d'agents qui sont de moins en moins recrutés sur concours, et les services publics sont remplacés par des boîtes privées faisant fonction … Tout fout le camp, mais **le capitalisme tient bon !**

Les superprofits sont encouragés à se développer et la pauvreté flambe. Il y a soixante-dix ans, l'abbé PIERRE (1954 …) lançait son appel contre l'excessive pauvreté de certains habitants de la France, femmes, enfants, vieillards, et contre le « mal-logement ». Aujourd'hui, avec vingt-huit millions d'habitants en plus, le pays souffre toujours et encore plus des inégalités sociales et les sans-abris sont légion. Depuis, les « restos du cœur » de Coluche sont apparus, preuve que l'appel de l'abbé PIERRE n'avait été que partiellement entendu ; ils sont menacés aujourd'hui dans leur existence par l'inflation galopante qui pénalise les donateurs : **la charité échoue devant l'omni-puissance du capitalisme !** La paysannerie de la terre entière, les ouvriers de tous les pays, le petit tertiaire du monde, les classes moyennes, tous sont appauvris et sont malheureux. Et pendant ce temps, **le libéralisme économique international se pavane**…

A quand la limitation <u>par la loi</u> de la plus-value capitaliste ?
A quand les augmentations de salaire équitables par la limitation <u>par la loi</u> de la plus-value capitaliste ?
Et quand le « quoiqu'il en coûte » sera-t-il payé, de fait, par la limitation <u>par la loi</u> de la plus-value capitaliste ?

Ce n'est pas la majorité relative actuelle de l'Assemblée nationale qui prendra l'initiative de **voter la loi limitant la plus-value capitaliste** ni l'opposition de droite et d'extrême-droite toutes acquises qu'elles sont, avec des nuances, au capitalisme ! Et la gauche n'est pas toute d'avis, non plus, de la limiter. D'ailleurs, quels sont les députés réputés de gauche qui se soucient de l'existence de la plus-value capitaliste ? L'État n'est plus républicain. **Il est autoritaire et inégalitaire**, mais ayant oublié volontairement, même si parfois il le parodie, le programme du CNR de mars 1944, **il émiette ce qui relève de ses prérogatives**, en particulier les services publics, et provoque la confusion dans la population, harcelée en permanence par les injonctions contradictoires du pouvoir.

Capitalismus delendus est.